

Narcotrafic : France urbaine appelle l'État à accentuer fortement la mobilisation

Face à l'aggravation des violences liées au narcotrafic dans nos grandes villes, ce fléau tentaculaire qui gangrène notre société et menace la cohésion nationale, France urbaine alerte le Premier ministre sur l'urgence de renforcer la mobilisation de l'État.

Renforcer les moyens de l'État et accélérer l'application de la loi

France urbaine salue l'action du Gouvernement pour sortir la France du piège du narcotrafic mais regrette que plusieurs décrets d'application ne soient toujours pas publiés près d'un an après l'adoption de la loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic. Elle demande leur parution rapide.

Le manque persistant de moyens pour la sécurité sur la voie publique impose également de renforcer le recrutement d'effectifs de terrain. France urbaine appelle également à la création d'un service de renseignement dédié à la lutte contre le narcotrafic.

Une stratégie globale alliant sécurité, prévention et santé publique

Renforcement des polices municipales, vidéoprotection, coopération avec les forces de l'ordre : les grandes villes, agglomérations et métropoles rappellent leur engagement indéfectible malgré les contraintes budgétaires.

Une part importante des mis en cause a moins de 20 ans : France urbaine appelle donc à déployer une stratégie globale alliant justice, sécurité du quotidien et prévention auprès des jeunes.

Le recul du fonds interministériel de la délinquance est donc un mauvais signal. France urbaine demande le maintien des crédits et la stabilisation d'une trajectoire pluriannuelle pour inscrire dans la durée les actions de prévention mises en œuvre, et propose d'utiliser une partie des avoirs criminels confisqués pour financer des actions d'éducation, de prévention et de santé publique et renforcer l'offre de soins en addictologie et santé mentale.

Porter le combat au niveau européen et international

La lutte contre le narcotrafic doit être portée au niveau européen et international, notamment dans le cadre du G7 présidé par la France. À l'approche du futur comité interministériel contre la criminalité organisée, l'association attend désormais des mesures ambitieuses et concrètes pour les territoires.

Contact presse :

Mathilde Van Renterghem - 06 86 76 30 56 - m.van-renterghem@franceurbaine.org